

SYNDICAT DES MOBILITES DE TOURAINE

Convention attributive de subvention à la SCIC VELOOP pour l'année 2025 pour le dispositif « Vélos Solidaires »

ENTRE les soussignés :

VELOOP, Société Coopérative d'Intérêt Collectif, dont le siège social est situé 4 rue Gisèle Halimi à La Riche, représentée par son Président Directeur Général Pierre Boscredon, ci-après désignée Velloop,

d'une part,

ET

Le Syndicat des Mobilités de Touraine, dont le siège social est situé 60, avenue Marcel Dassault à Tours, représenté par son Président, M. Emmanuel DENIS dûment habilité aux fins des présentes par délibération du Comité Syndical du 23 avril 2025, ci-après désigné Le Syndicat des Mobilités de Touraine,

d'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Le Syndicat des Mobilités de Touraine est l'autorité organisatrice de la mobilité sur le territoire composé des 22 communes de Tours Métropole Val de Loire et des communes de La Ville aux Dames, Vernou-sur-Brenne et Vouvray.

La LOM, Loi d'orientation des Mobilités, a réaffirmé le droit à la mobilité partout et pour tous en répondant aux enjeux de mobilité des publics en situation de vulnérabilité notamment économique et sociale, et a donné aux AOM la capacité d'agir en matière de mobilité solidaire. Les AOM sont ainsi invitées à identifier sur leur territoire les difficultés de mobilité rencontrées par les publics les plus fragiles et à favoriser les coopérations avec les acteurs de la sphère sociale, insertion, emploi. Les AOM ont ainsi la possibilité de contribuer à un service de mobilité solidaire porté par un acteur privé ou associatif.

Veloop est une coopérative créée le 1^{er} mars 2022 pour permettre de redonner une deuxième vie aux vélos d'occasion et en faire bénéficier tous les publics, même les plus fragiles : « *La SCIC Veloop a pour vocation de structurer la filière de l'économie circulaire du vélo, dédiée à la collecte, la rénovation, la valorisation des pièces détachées d'occasion et des déchets ultimes, la promotion du vélo comme mode de déplacement doux, respectueux de l'environnement et des usagers de l'espace public. Centrée sur l'accompagnement humain et le vivre ensemble, la SCIC souhaite **favoriser les coopérations et les solidarités** en nouant des partenariats et en favorisant toute forme d'engagement en son sein.*

*Tournée vers la production d'intérêt général dépassant l'intérêt de ses membres, la SCIC s'attache à promouvoir par tous moyens l'équité et **la solidarité** dans les relations économiques par **une tarification la plus accessible possible**, une juste répartition des richesses créées (salaires, autofinancement, rémunérations financières), et par la priorité dans ses choix de partenaires (fournisseurs, prestataires, acteurs financiers, ...) à ceux qui partagent ou veulent partager ces **engagements d'équité et de solidarité**. » (Statuts de la SCIC Veloop – 2022)*

La finalité de la SCIC Veloop rejoint ainsi l'ambition du Syndicat de permettre l'accès à un vélo de qualité aux publics fragiles, dans une optique de mobilité solidaire et un objectif de développement des mobilités actives. Le vélo, en tant que mode de déplacement quotidien, a en effet démontré son intérêt non seulement pour la santé et pour l'environnement mais aussi en termes de pouvoir d'achat.

Ainsi, le Syndicat des Mobilités de Touraine souhaite soutenir financièrement la SCIC Veloop au titre de sa compétence « mobilité solidaire » afin qu'elle puisse vendre des vélos recyclés au prix le plus accessible possible aux personnes en situation de fragilité socio-économique.

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités de la subvention du Syndicat des Mobilités de Touraine à la SCIC Veloop pour la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

De son côté, le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération suivante : « **Animation du dispositif Vélos Solidaires consistant à vendre des vélos recyclés au prix le plus accessible possible aux personnes en situation de fragilité socio-économique** »

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DE L'OPERATION

Durée de l'action :

L'action se déroule du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Objectifs de l'action :

- 1. Diminuer le prix de vente des vélos recyclés par Veloop afin de permettre aux publics en situation de fragilité socio-économique d'acquérir un vélo en parfait état de marche pour leurs déplacements quotidiens.**

Les personnes éligibles au dispositif devront habiter le territoire du Syndicat des Mobilités de Touraine et devront justifier d'un quotient familial inférieur à 900.

Les vélos recyclés et revendus devront être en parfait état de fonctionnement.

L'objectif de Veloop dans le cadre de cette convention est de remettre en circulation 200 vélos à un prix solidaire maximum de 50 € HT.

2. Reconditionner les vélos mécaniques de la flotte Velociti

Après une dizaine d'années d'exploitation dans le cadre du service de location longue durée Velociti ou lorsqu'ils présentent des signes d'usure prématurée, les vélos acquis par le Syndicat des Mobilités de Touraine sont amenés à être réformés. Entreprise de l'économie circulaire et solidaire, la SCIC Veloop est habilitée à recevoir en don les vélos réformés par le Syndicat des Mobilités de Touraine afin de leur donner une nouvelle vie.

Les vélos donnés par le Syndicat des Mobilités à la SCIC Veloop seront destinés soit à être reconditionnés pour être revendus dans le cadre exclusif du dispositif « Vélos solidaires », soit à être valorisés sous forme de pièces détachées ou de déchets ultimes.

Veloop s'engage à :

- assurer toutes les opérations de manutention, de transport et de stockage des vélos
- retirer toute identification du service Velociti
- reposer un sticker « Reconditionné par Veloop »
- procéder au transfert du nom de propriétaire dans le fichier national d'identification des vélos.

Le nombre de vélos réformés transmis en don à Veloop et l'identification de chaque vélo feront l'objet d'un arrêté du Président ou d'un Vice-Président dûment habilité.

Le Syndicat des Mobilités dégage toute responsabilité concernant tout désordre pouvant survenir après l'arrêté de cession à titre gracieux sur le parc de vélos concédés.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS FINANCIERES

Le montant pris en charge par le Syndicat des Mobilités de Touraine dans le cadre de la présente convention est de 30 000 € HT conformément à la délibération du Comité Syndical du 23 avril 2025.

3-1 Modalités de paiement

Le Syndicat des Mobilités de Touraine se libèrera des sommes dues en effectuant des règlements sur le compte n° FR76 1027 8373 4100 0206 8600 203 ouvert au nom de Veloop selon les procédures comptables en vigueur.

3-2 Conditions de versement

Le Syndicat des Mobilités de Touraine procédera au versement intégral de la subvention dès la signature de la présente convention.

3-3 Engagements du bénéficiaire

3-3-1 Conditions d'utilisation de la subvention

La subvention accordée devra être utilisée conformément à l'objet défini en article 2. Toute contribution inutilisée ou non utilisée conformément à son objet devra être remboursée.

Par ailleurs, selon les dispositions prévues à l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est interdit à tout groupement ou à toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention d'en employer tout ou partie en subventions à d'autres associations, œuvres ou entreprises, sauf lorsque cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'organisme subventionné.

Le bénéficiaire de la subvention s'engage à informer le Syndicat des Mobilités de Touraine de l'avancée et des résultats de l'action. Une réunion conjointe avant la fin de la convention (31/12/2024) permettra de partager l'évaluation de l'action et de décider de sa reconduction éventuelle.

3-3-2 Justificatifs

VELOOP s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de l'exercice et au plus tard le 30 juin 2026, dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- **les comptes annuels 2025 approuvés et le rapport du commissaire aux comptes ou de l'expert-comptable de la SCIC Veloop** prévus par l'article L.612-4 du code de commerce,
- **le rapport d'activité annuel la SCIC Veloop présenté en Assemblée Générale 2025 ,**
- **le compte rendu du programme d'actions 2025**, signé par le Président ou toute personne habilitée, et conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention. Il est accompagné d'un **compte rendu quantitatif** (notamment le budget financier définitif « signé » faisant apparaître les écarts entre le prévisionnel et le réalisé) **et qualitatif du programme d'actions** comprenant a minima les éléments suivants :
 - **Nombre de vélos récupérés** par la SCIC du 01/01/2025 au 31/12/2025
 - **Nombre de vélos remis en état** par la SCIC du 01/01/2025 au 31/12/2025
 - **Nombre de vélos démontés pour pièces** du 01/01/2025 au 31/12/2025
 - **Nombre de vélos revendus** par la SCIC du 01/01/2025 au 31/12/2025
 - Dont nombre de vélos vendus au tarif Vélos Solidaires
 - Dont nombre d'acheteurs issus des QPV du territoire du SMT
 - **Prix de vente moyen et médian des vélos**
 - Dont prix de vente moyen et médian des ventes concernant les vélos vendus au tarif Vélos Solidaires
 - Dont prix de vente moyen et médian des ventes concernant des acheteurs issus des QPV du territoire du SMT
 - **Nombre d'équipements vendus**, notamment les antivols du 01/01/2025 au 31/12/2025.

3-3-3 Autres engagements

Veloop communique sans délai au Syndicat des Mobilités de Touraine la copie de ses statuts ainsi que la composition de ses organes délibérants et s'engage à communiquer toute modification. En cas de changement non signalé, la convention perdra sa validité. Il en sera de même en cas de contestation de la représentativité de la personne qui a signé la convention ou effectué toute autre démarche. Veloop fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par la SCIC Veloop, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer le Syndicat des Mobilités de Touraine sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Respect des règles de la concurrence : Veloop pourra être soumis aux directives

communautaires de coordination des procédures de passation des marchés publics dans la mesure où celle-ci répondrait à la définition de « pouvoir adjudicateur » ou d' « entité adjudicatrice » au sens du droit communautaire.

ARTICLE 4 – COMMUNICATION

La SCIC Veloop s'engage à mentionner explicitement le soutien apporté par le Syndicat des Mobilités de Touraine et à inclure le logo du Syndicat des Mobilités de Touraine sur son site internet, sur tous les documents destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins. Elle s'engage par ailleurs, à ce que les relations qu'elle pourra développer en direction des partenaires privés ou publics, dans le cadre d'opérations de mécénat ou de parrainage, ne puissent en aucune manière porter atteinte à l'image du Syndicat des Mobilités de Touraine ou laisser entendre, sauf autorisation expresse de sa part, que le Syndicat des Mobilités de Touraine apporte sa caution ou son soutien à ce partenaire.

ARTICLE 5 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature par les deux parties et expirera au 31/12/2025.

ARTICLE 6 – CONTROLES EXERCES PAR LE SYNDICAT DES MOBILITES DE TOURAINE

En vertu des dispositions de l'article L.1611-4 du CGCT, le Syndicat des Mobilités de Touraine pourra procéder ou faire procéder par des personnes de son choix aux contrôles qu'il jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Le Syndicat des Mobilités de Touraine peut demander le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'il juge utile quant à l'exécution de l'action subventionnée (factures de vélos, justificatifs des bénéficiaires de l'action etc.)

Sur simple demande du Syndicat des Mobilités de Touraine, Veloop devra lui communiquer tous les documents de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion utiles.

Veloop s'engage à faciliter le contrôle par le Syndicat des Mobilités de Touraine, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, de la réalisation des actions prévues, de l'utilisation de la subvention attribuée et de façon générale de la bonne exécution de la présente convention.

A cette fin, Veloop conserve les pièces justificatives de dépenses pendant 10 ans pour tout contrôle effectué a posteriori.

ARTICLE 7 – ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Veloop exerce les activités rattachées à la présente convention sous sa responsabilité exclusive.

Veloop s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité du Syndicat des Mobilités de Touraine ne puisse être recherchée. Elle devra être en capacité de justifier à tout moment au Syndicat des

Mobilités de Touraine les attestations d'assurances correspondantes.

ARTICLE 8 – SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'organisme bénéficiaire sans l'accord écrit du Syndicat des Mobilités de Touraine, celui-ci peut respectivement exiger le versement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'organisme et avoir préalablement entendu ses représentants. Le Syndicat des Mobilités de Touraine en informe l'organisme par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 – AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les deux parties. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

ARTICLE 10 – RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

L'organisme qui souhaite abandonner le projet peut demander la résiliation de la convention. Le bénéficiaire de la subvention s'engage à procéder au reversement des sommes indûment perçues au plus tard dans le mois qui suit la réception du titre de perception.

En cas de non-respect des clauses de la convention et en particulier de la non-exécution totale ou partielle de l'opération, de l'utilisation des fonds non conforme à l'objet de la présente convention, le Syndicat des Mobilités de Touraine se réserve le droit de mettre fin à l'aide et d'exiger le reversement partiel ou total des sommes versées.

ARTICLE 11 – CONTENTIEUX

Les difficultés qui pourraient résulter de l'application de la présente convention feront l'objet, préalablement à toute procédure, d'une conciliation à l'amiable.

En dernier ressort, les litiges qui pourraient s'élever entre les parties au sujet de l'exécution de la présente convention seront soumis au tribunal administratif d'Orléans.

ARTICLE 12 – ELECTION DE DOMICILE

Les notifications ou mises en demeure faites entre les parties au titre des dispositions de la présente convention sont valablement effectuées par lettre recommandée avec avis de réception, adressée à leur domicile respectif dans le ressort de l'exploitation.

Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, les parties font élection de domicile :

Pour le Syndicat des Mobilités de Touraine :

Monsieur Emmanuel DENIS
Président du Syndicat des
Mobilités de Touraine
60 avenue Marcel Dassault – CS 30651
37206 Tours Cedex 3

Pour Veloop :

Monsieur Pierre BOSCREDON
4 rue Gisèle Halimi
37520 La Riche

Fait à Tours, le _____, en deux exemplaires.

Le Président du Syndicat
des Mobilités de Touraine

Pour le bénéficiaire,
Le président Directeur Général de Veloop

Emmanuel DENIS

Pierre BOSCREDON